

**REPUBLIQUE DU NIGER**

**CHOCS ET VULNERABILITE  
AU NIGER: ANALYSE DES  
DONNEES SECONDAIRES**



Photo :WFP/Alice Golay

**Octobre 2010**

**Document de synthèse**



## Table des matières

1	CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	3
2	METHODOLOGIE DE L'ANALYSE DES DONNEES SECONDAIRES .....	5
3	LIMITES DE L'ANALYSE .....	6
4	PLUVIOMETRIE ET CHOCS DE PRODUCTION.....	6
5	IMPACT CUMULE DES CHOCS SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE .....	10
5.1	Stratégies développées par les ménages pour faire face aux chocs et leur impact sur les actifs et la décapitalisation.....	10
5.2	Sur la consommation alimentaire des ménages.....	13
5.3	Sur l'endettement des ménages.....	15
5.4	Sur la situation alimentaire des ménages.....	16
5.5	Sur la situation nutritionnelle .....	18
6	PROFIL DES MENAGES LES PLUS AFFECTES PAR L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NIGER .....	20
7	LES FACTEURS DE RISQUE D'INSECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU NIGER.....	20
7.1	Les facteurs structurels .....	20
7.2	Les facteurs conjoncturels .....	21
8	CONCLUSION ET RECOMMANDATION.....	21
9	ANNEXE .....	23

# 1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION

*Le Niger est confronté de manière récurrente à des chocs de production d'ampleur et d'impact variables selon les années.*

L'agriculture et l'élevage restent les principales activités économiques du pays avec une contribution d'environ 40% du produit intérieur brut et occupe 85% de la population active. Malgré son importance, le secteur agricole peine à se moderniser et reste largement tributaire des aléas climatiques. En outre, la forte croissance démographique (3,3% par an) que connaît le pays accroît la pression foncière avec comme résultat un morcellement continu des superficies cultivées, des rendements de plus en plus décroissants et l'expansion sur des terres marginales non adaptées à la culture pluviale. Cette forte dépendance de l'agriculture pluviale prédispose le pays à une grande vulnérabilité alimentaire et les années de faibles productions agricoles sont généralement sanctionnées par des crises alimentaires dont l'ampleur et la profondeur varient selon le niveau de déficit et les facteurs conjoncturels qui y prévalent. Le taux de pauvreté est estimé à 59,8% en 2008 selon l'enquête nationale budget et consommation (ENBC) et le pays est classé parmi les plus pauvres du monde selon l'indice de développement humain du PNUD.

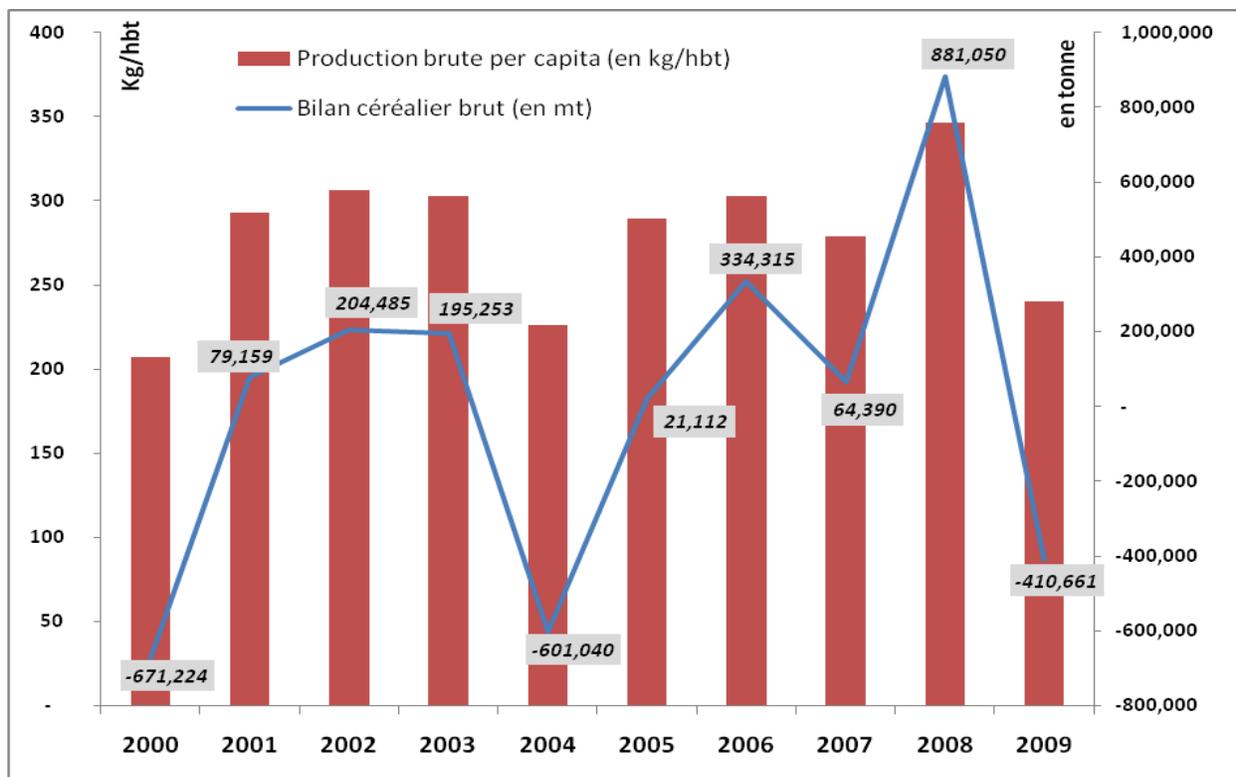
*Depuis 1966, le pays a été confronté à neuf (9) chocs de production d'ampleur variable soit en moyenne un choc de production tous les cinq ans<sup>1</sup>.*

La dernière décennie a été marquée par trois chocs de production majeurs causés par la sécheresse et/ou les invasions acridiennes: 2000/2001, 2004/2005 et 2009/2010. Ces chocs de production se sont soldés par une baisse drastique de la production céréalière (-30% en 2009 par rapport à 2008, -23% en 2004 par rapport à 2003), une augmentation du prix des céréales et une baisse des revenus agricoles et de l'élevage et des crises alimentaires d'ampleur et d'impact variables.

---

<sup>1</sup> Depuis les années 1960, le Niger a connu une insécurité alimentaire transitoire liée à la sécheresse en 1966/67 (Bandabari), 1973/74 (Dakoussou), 1984/85 (El Bohari), 1990/91, 1993/94, 1996/97 (Matche mai), 2000/01 et 2004/05 (Wazaka gaya ma). Parmi ces années, seules les années 1973/74, 1984/85, 1990/91, 1996/97 et 2004/2005 ont été classées comme des années de crises alimentaires sévères. (Gouvernement du Niger/DNPGCA 2007).

**Graphique 1: Evolution du bilan céréalier**



En 2005, le nombre de Nigériens souffrant de pénurie alimentaire sévère était estimé à 3.2 millions, parmi lesquels plus de 800,000 atteignaient un seuil critique de précarité alimentaire (SAP et USAID FEWSNET 2005).<sup>2</sup> En 2009, le déficit de production céréalière cumulée avec deux déficits fourragers consécutifs (31% des besoins en 2008 et 67% en 2009) ont entraîné une crise alimentaire qui a affecté 7,1 millions de personnes dont 3,3 millions de manière sévère (SAP 2010). Dans les deux cas, les enfants ont été les premières victimes avec des taux de malnutrition aiguë global au-delà du seuil d'urgence de 15%. La crise alimentaire de 2010 est survenue dans un contexte de hausse généralisée des prix des denrées alimentaires de base qui se sont maintenus à des niveaux très élevés depuis 2008.

<sup>2</sup> Comme les définitions de crise alimentaire varient, identifier des seuils clairs pour définir les crises alimentaires est problématique. Alors qu'un certain nombre de ménages ont été affectés par l'insécurité alimentaire en 1997/1998 et 2000/2001, les données sur le nombre de ménages affectés ne sont pas disponibles pour le moment. Néanmoins, il est admis que la magnitude de la crise alimentaire 2004/2005 est la plus sévère de toute, en nombre de personnes affectées et en sévérité.

Contrairement à 2005, le fonctionnement des marchés en 2010 a été sans entraves majeures avec des importations régulières en provenance des pays voisins notamment le Nigeria et le Bénin. Bien que maintenus à des niveaux relativement plus élevés que la moyenne quinquennale, les prix des principales céréales n'ont pas atteint le niveau de la crise alimentaire de 2005. En août 2010 par exemple le prix nominal du kg de mil est de 19% inférieur à celui de la même période en 2005 mais de 12% plus élevé que la moyenne sur la période de 2005 à 2009. En revanche les termes de l'échange ont suivi une brusque dégradation de l'ordre de 30% par rapport à la moyenne des cinq dernières années durant le pic de la période de soudure pastorale c'est-à-dire en juin 2010 affaiblissant davantage le pouvoir d'achat des ménages agro pastoraux qui ont perdu une partie importante de leur bétail du fait de la mortalité liée au déficit fourrager et d'eau.

C'est dans ce contexte qu'à la suite de l'appel lancé par le Gouvernement du Niger, le PAM a lancé une opération d'urgence pour faire face à la détérioration sévère de la situation alimentaire et nutritionnelle. Au total 7,9 millions de personnes ont été ciblées à travers des activités nutritionnelles préventives et de traitement au profit des enfants ainsi que la distribution gratuite ciblée pour les personnes les plus vulnérables.

En dépit des perspectives favorables pour une bonne production agricole et pastorale pour la campagne 2010/2011, plusieurs ménages vont continuer à souffrir d'insécurité alimentaire en raison des chocs récurrents qui ont considérablement affaibli leurs moyens de subsistance, accru leur endettement et érodé leur pouvoir d'achat. En vue de répondre aux besoins des populations vulnérables, le PAM prépare son nouveau programme post crise pour restaurer et protéger les actifs des ménages et accroître leur résistance aux futurs chocs. La présente analyse des données secondaires s'insèrent dans ce cadre.

## **2 METHODOLOGIE DE L'ANALYSE DES DONNEES SECONDAIRES**

La méthodologie utilisée consiste à collecter les données historiques sur la production agricole, la pluviométrie, les chocs ainsi que l'exploitation des rapports et base de données d'enquêtes disponibles (enquêtes sur la vulnérabilité alimentaire de mai 2006, de Novembre 2006, de Décembre 2007, 2008, 2009 et de Mai 2010). Les informations sur la situation nutritionnelle des enfants proviennent également des différentes enquêtes nutritionnelles conduites dans le pays. Ces analyses ont été conduites de façon à montrer les effets cumulatifs des différents chocs de production sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays. Dans la mesure du possible, seules les informations collectées de façon similaire lors des différentes enquêtes sont comparées. Les résultats de cette analyse ont été ensuite présentés, discutés, complétés et validés

au cours d'un atelier sur la concertation de la situation alimentaire et nutritionnelle organisée avec le Gouvernement et les partenaires à Niamey le 12 octobre 2010.

### **3 LIMITES DE L'ANALYSE**

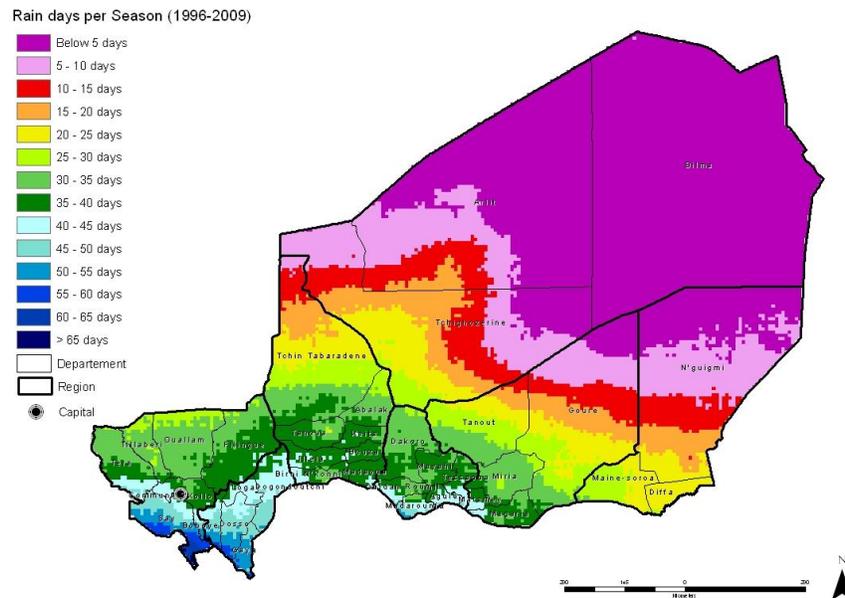
L'analyse est basée entièrement sur les données secondaires existantes et ne permet pas ainsi d'évaluer la situation courante. De plus, les informations contenues dans les bases de données ou la formulation de certaines questions ne sont pas toujours les mêmes d'une base de données à l'autre. Ce qui a amené l'équipe d'analyse à restreindre les comparaisons uniquement pour les bases de données pour lesquelles cela est possible ou pertinent.

### **4 PLUVIOMETRIE ET CHOCS DE PRODUCTION**

*Un pays essentiellement désertique et faiblement arrosé avec de grandes variabilités du sud au nord.*

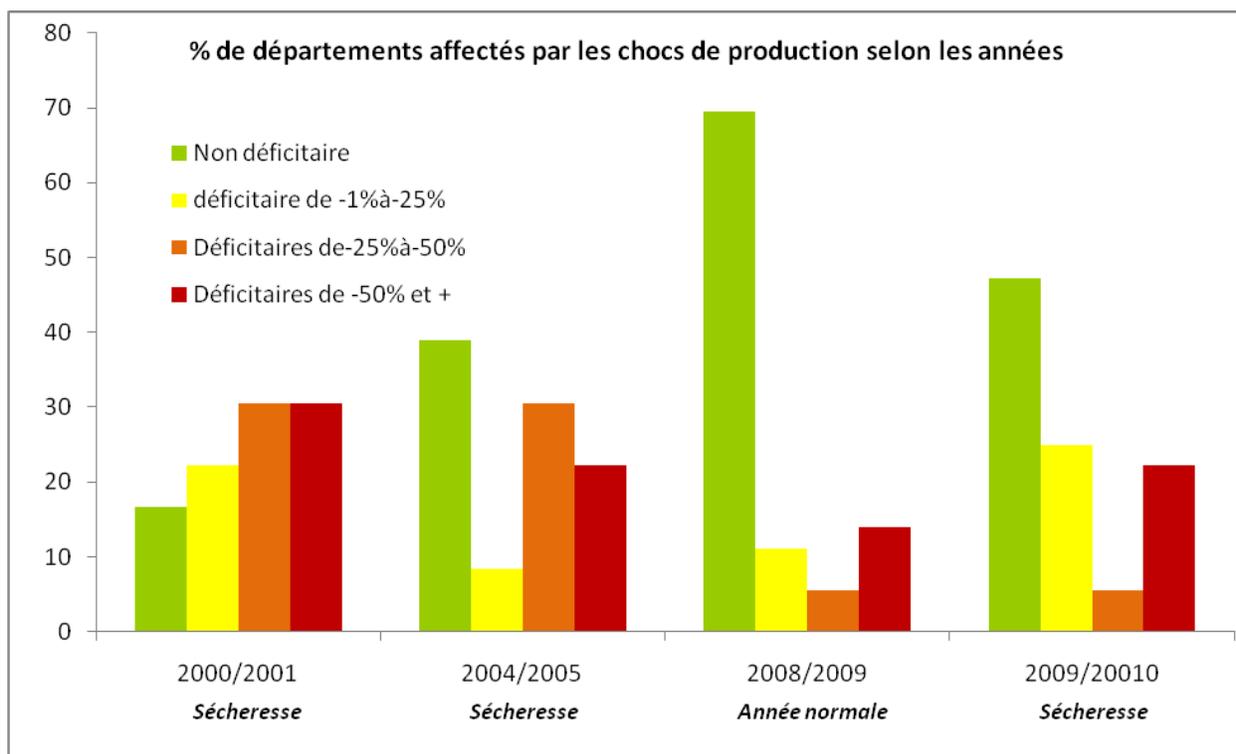
L'analyse historique des données pluviométriques montre que les variations climatiques sont beaucoup plus importantes dans les zones pastorales et agro pastorale les rendant ainsi plus vulnérables aux chocs de production. La carte ci-dessous donne les précipitations moyennes annuelles et montre que seulement une infime partie du pays enregistre une pluviométrie de 500 à 850 mm de pluie par an soit entre 40 et 60 jours de pluies dans l'année. L'autre partie de la zone agricole enregistre des précipitations variant de 400 à 500 mm de pluie par an soit environ 30 à 40 jours de pluies. La zone agro pastorale enregistre des précipitations allant de 300 à 400 mm de pluie par an soit entre 25 et 35 jours de pluie dans l'année tandis que la zone pastorale enregistre à peine entre 200 et 300 mm soit 20 à 25 jours de pluies dans l'année.

## Carte 1: Nombre moyen de jours de pluie par an



En année de bonne production agricole comme celle de 2008, seulement 15% des départements (5 départements sur les 36 que compte le pays) enregistrent des déficits céréaliers de plus de 50% des besoins. Dans les années de déficit de production important comme en 2004 et en 2009, 22% des départements enregistrent un déficit de production de plus de 50% des besoins. Bien que le niveau de déficit de production agricole soit moins élevé qu'en 2004, le début de la crise alimentaire de 2010 a été plus sévère en raison notamment du déficit cumulé sur le plan fourrager et de la persistance des effets de la crise alimentaire de 2008 liée à la hausse des prix des denrées alimentaires.

**Graphique 2: % de départements affectés par les chocs de production selon les années**



Une analyse historique de la note de vulnérabilité du Système d'Alertes Préoces (SAP) permet de regrouper les départements en cinq catégories selon leur niveau de vulnérabilité et de l'impact de la crise alimentaire de 2010 sur la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages :

- 1) **Des départements à vulnérabilité récurrente<sup>3</sup> et très affectés par la crise alimentaire de 2010 selon l'enquête vulnérabilité de 2010.** 12 départements (1 département sur 3) sont concernés : Ouallam, Tillabéri (région de Tillabéri) ; Tchintabaraden, Abalak, Keita, Bouza (Région de Tahoua) ; Dakoro (région de Maradi) ; Tanout (Région de Zinder) ; N'Guigmi, Maïné Soroa, Diffa (Région de Diffa) ; Tchirozérine (Région d'Agadez) ;
- 2) **Les départements à vulnérabilité récurrente<sup>4</sup> et modérément affectés par la crise alimentaire de 2010 selon l'enquête vulnérabilité d'avril 2010<sup>5</sup> ;** 4 départements sont concernés: Téra, Fillingué (région de Tillabéri) ; Illéla (Région de Tahoua) ; Arlit (Région d'Agadez).

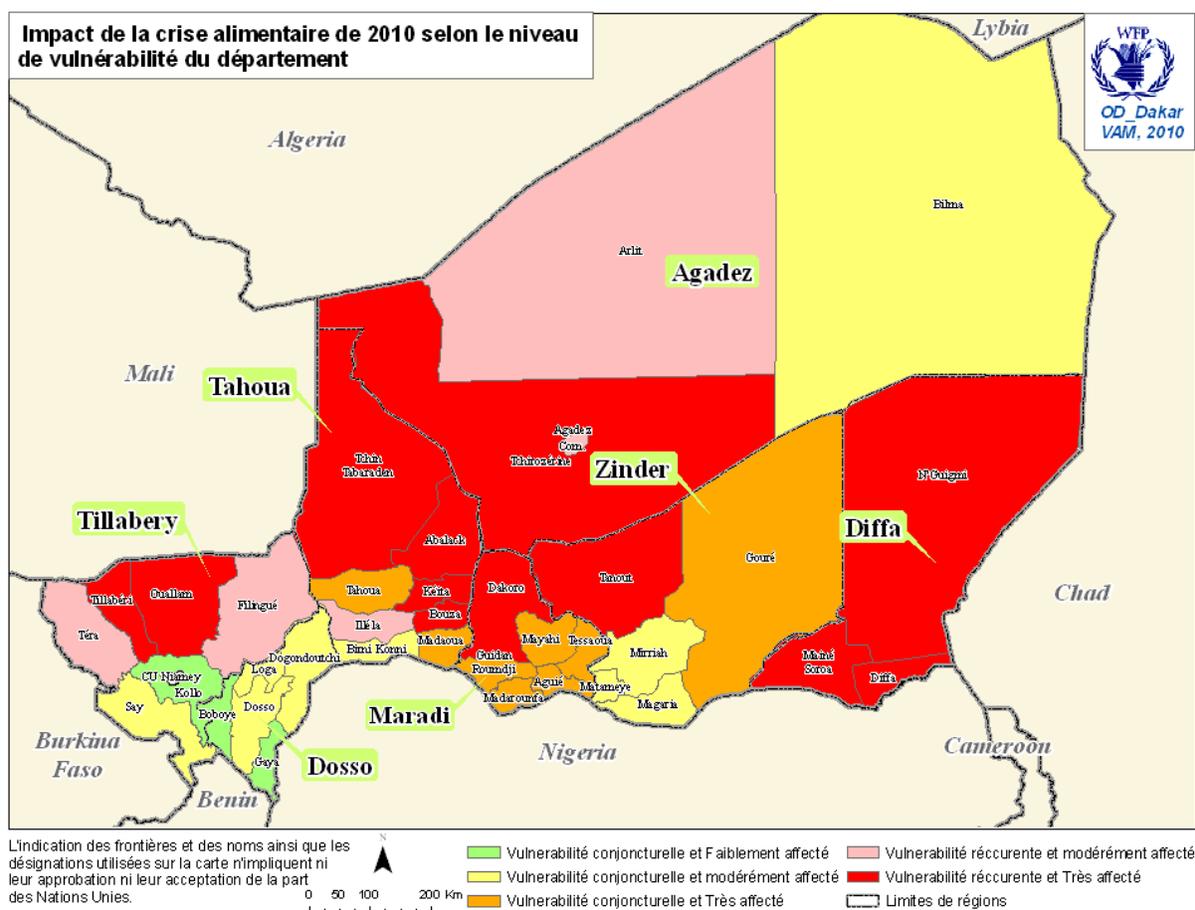
<sup>3</sup> Classés vulnérables au moins 5 fois et extrêmement vulnérable au moins une fois au cours des 9 dernières années

<sup>4</sup> Classés vulnérables au moins 5 fois et extrêmement vulnérable au moins une fois au cours des 9 dernières années

<sup>5</sup> Le taux d'insécurité alimentaire sévère est supérieur à la moyenne nationale qui est de 22%

- 3) **Les départements conjoncturellement vulnérables et très affectés par la crise alimentaire de 2010 selon l'enquête vulnérabilité d'avril 2010**; 8 départements sont concernés : Tahoua et Madaoua (Région de Tahoua) ; Guidan Roumdji, Madarounfa, Aguié, Mayahi, Tessaoua (Région de Maradi) ; Gouré (Région de Zinder) ;
- 4) **Les départements conjoncturellement vulnérables et modérément affectés par la crise alimentaire de 2010** ; 8 départements : Say (Région de Tillabéri) ; Dosso, Loga, Doutchi (Région de Dosso) ; Birnni Konni (Région de Tahoua) ; Matameye, Mirriah, Magaria (Région de Zinder).
- 5) **Les départements conjoncturellement vulnérables et faiblement affectés par la crise alimentaire de 2010** ; 3 départements : Kollo (Région de Tillabéri), Gaya (Région de Dosso).

Carte 2 : Impact de la crise alimentaire de 2010 selon le type de vulnérabilité du département



## **5 IMPACT CUMULE DES CHOCS SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE**

### ***5.1 Stratégies développées par les ménages pour faire face aux chocs et leur impact sur les actifs et la décapitalisation***

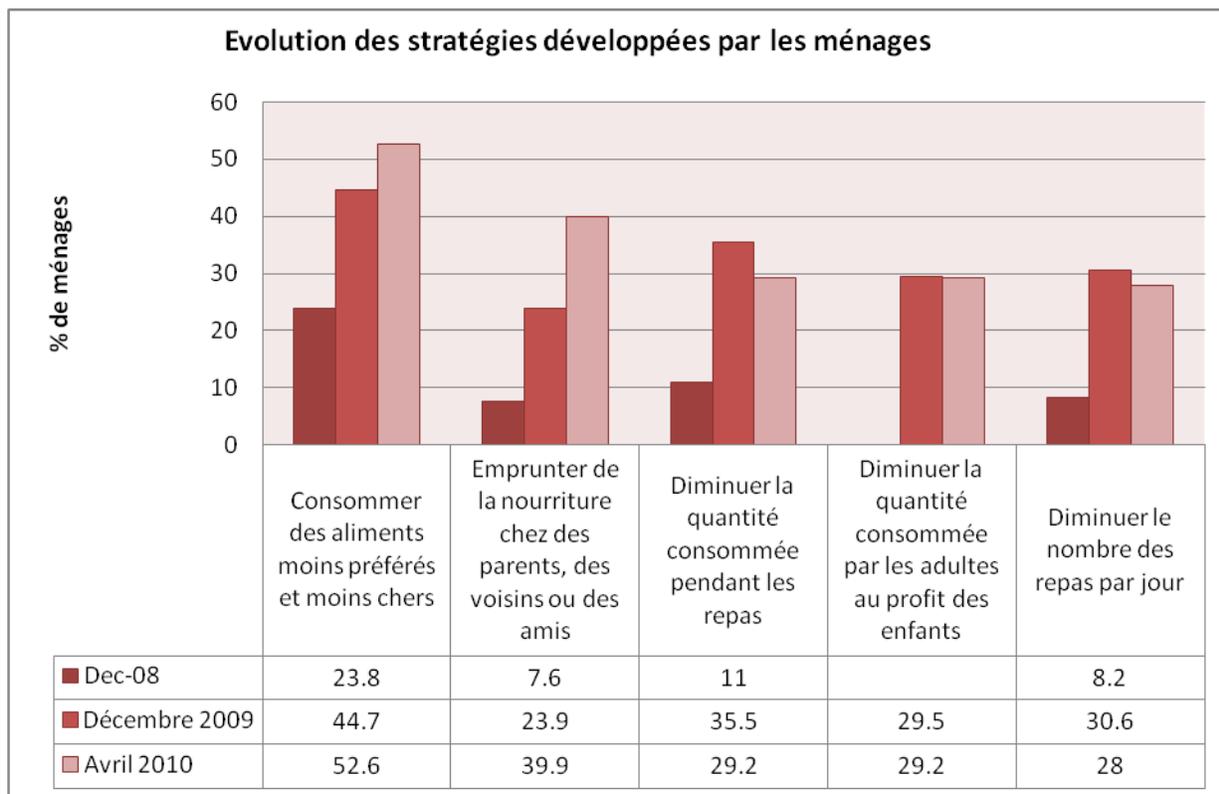
Les enquêtes approfondies sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire conduites au Niger ont développé ce module sur les stratégies des ménages suivant les derniers développements méthodologiques en vigueur<sup>6</sup>.

Le graphique ci-dessous donne l'évolution des stratégies collectées de façon similaire au cours des différentes enquêtes et à différentes périodes de l'année et permet d'observer que les ménages ruraux nigériens se sont confrontés à des difficultés d'accès alimentaires de manière plus intensive et massive en 2009 par rapport à une année de bonne production agricole comme celle de 2008. Tandis qu'en décembre 2008 seulement 24% des ménages ont eu recours à la consommation d'aliments moins préférés que d'habitude, en décembre 2009 environ 45% des ménages et 52% en avril 2010 ont eu recours à cette stratégie. Si de façon générale le recours à la consommation d'aliments moins préférés est considérée comme une stratégie normale d'adaptation, son utilisation par une proportion élevée de ménages dès les récoltes est un signe d'alertes en se qui concerne la mauvaise situation alimentaire qui se développait. Sur l'ensemble des stratégies considérées, on a noté que la proportion de ménages qui ont eu recours aux différentes stratégies : consommation d'aliments moins préférés, emprunt de nourriture, diminution de la quantité consommée... en fin de campagne agricole de 2009 et pendant la période de soudure de 2010 est de deux à quatre fois plus élevée par rapport à une année normale comme celle de 2008.

---

<sup>6</sup> Coping strategy index manuel (CARE, USAID, WFP, FIC, TANGO)

**Graphique 3 : Evolution des stratégies développées par les ménages**



Le tableau ci-dessous examine la proportion des ménages qui ont développé ces stratégies selon leur niveau d'insécurité alimentaire à partir des données de l'enquête ménage d'avril 2010 et permet d'observer que les ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire sont également ceux qui ont le plus développé ces stratégies. Par exemple 16,6% des ménages en insécurité alimentaire sévère ont consommé les semences contre 9,4% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée, 7,4% des ménages à risque d'insécurité alimentaire et 3,8% pour les ménages en sécurité alimentaire. De même la consommation d'aliments de pénurie, le départ inhabituel d'actifs ou la vente d'animaux reproducteurs ont concerné davantage une proportion de ménages en insécurité alimentaire sévère ou modérée.

**Tableau 1 : Stratégies de survie des ménages**

Stratégies de survie	Classes d'insécurité alimentaire				
	Sévère	Modérée	A risque	En sécurité alimentaire	Ensemble
Consommer des aliments moins préféré car moins chers	78,9	45,1	53,9	28,7	52,6
Emprunter de la nourriture ou dépendre de l'aide des amis ou parents	46,2	20,2	16,2	6,5	22,1
Diminuer la quantité consommée lors des repas	74,9	33,9	34,6	16,1	39,9
Diminuer la quantité consommée par les adultes au profit des enfants	62,6	24,2	22,2	9,3	29,2
Diminuer le nombre de repas par jour	59,7	23,7	20,3	10,7	28,0
Moyenne indice de stratégie de survie (reduced coping strategie index)	<b>17,4</b>	<b>7,2</b>	<b>5,3</b>	<b>2,6</b>	<b>7,9</b>
Consommation des semences	16,6	9,4	7,4	3,8	9,3
Consommation d'aliments de pénurie	39,4	17,7	13,4	5,2	18,8
Passer toute une journée sans manger	19,0	8,1	4,0	1,8	8,0
Départs inhabituels d'actifs	23,4	11,6	12,9	7,9	13,9
Vente d'animaux reproducteurs	28,4	21,2	26,3	20,6	24,4
Vente de biens non productifs	7,0	3,4	3,3	2,3	3,9
Vente de biens productifs	4,3	2,5	4,5	5,3	4,0

Une décomposition de l'indice selon le niveau de vulnérabilité des départements suivant l'analyse historique de la note de vulnérabilité du SAP, révèle que les ménages des départements à vulnérabilité récurrente majoritairement concentrés dans la zone agro pastorale et pastorale sont ceux qui ont eu le plus recours à ces stratégies. En d'autres termes, les difficultés d'accès et l'érosion progressive de la capacité de résilience des ménages suite aux chocs récurrents ont été plus marqués dans les zones pastorales et agro pastorale du pays.

L'examen des autres stratégies développées par les ménages notamment la décapitalisation (la vente de biens productifs et d'animaux reproducteurs) ainsi que le départ inhabituel d'actifs en exode qui sont souvent considérées comme des stratégies extrêmes et la manifestation d'une crise aiguë nous conduit à formuler également plusieurs conclusions. La décapitalisation a été

très importante cette année pour l'ensemble des ménages par rapport à la normale. Le pourcentage de ménages qui ont vendu des animaux pour faire face à des difficultés alimentaires est passé d'environ 13% en décembre 2007 qui est une année de bonne production agricole et pastorale à 41% en décembre 2009. En ce qui concerne la zone pastorale, on note une augmentation progressive de la proportion de ménages qui ont vendu des animaux reproducteurs depuis 2007 (21,8% des ménages en décembre 2007, 33,6% en décembre 2008 et 52,1% en décembre 2009 soit un ménage sur deux). La proportion des ménages qui ont vendu des animaux reproducteurs en zone agro pastorale dès décembre 2009 est de 41,4% contre 30,6% en zone agricole. De même, 20% des ménages de la zone pastorale ont déclaré avoir vendu des biens productifs dès décembre 2009 contre 13% en zone agro pastorale et 9% en zone agricole.

Il ressort également que les ménages les plus pauvres sont ceux qui ont eu un recours plus intensif à ces stratégies de résilience au cours du temps.

*Ces résultats montrent que l'utilisation répétée de ces stratégies même les moins sévère a fini par affecté durablement les capacités de recouvrement de ces ménages et les enfonce au fil des années dans une situation de précarité alimentaire avec un affaiblissement continue de leur capacité de résistance aux chocs.*

## **5.2 Sur la consommation alimentaire des ménages**

L'analyse tendancielle<sup>7</sup> de la consommation alimentaire des ménages montre qu'elle est sensible à la saisonnalité mais se dégrade également dans le temps. Les périodes post récoltes sont marquées par une meilleure disponibilité au niveau des ménages et donc une meilleure consommation alimentaire. En revanche les périodes de soudure sont marquées par une détérioration de la consommation alimentaire avec une augmentation de la proportion des ménages avec une consommation alimentaire pauvre. La proportion de ménages avec une consommation alimentaire pauvre est estimée à 5,5% en décembre 2007 et à 11,5% en décembre

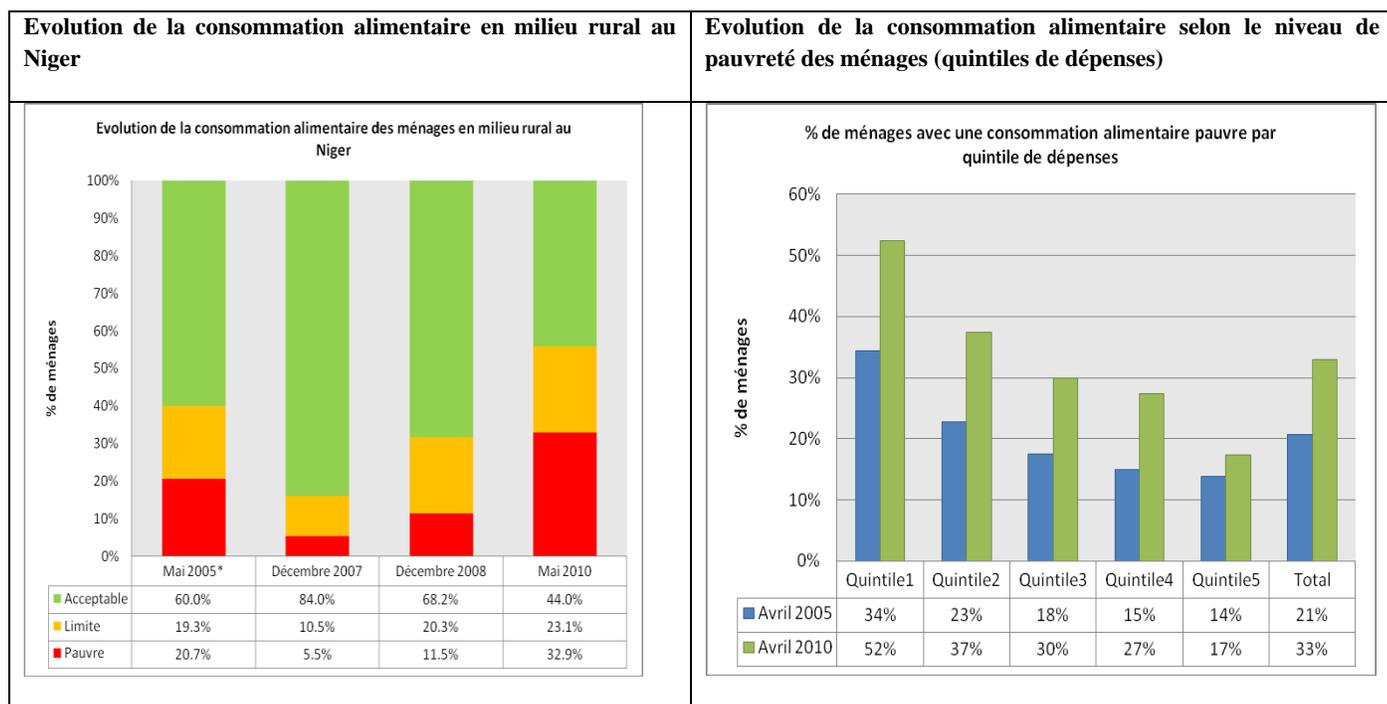
---

<sup>7</sup> *Seules sont présentées ici les données des années pour lesquelles les informations sur la consommation alimentaire des ménages ont été collectées de façon similaire ou comparables d'un point de vue méthodologique suivant les directives du PAM. Ainsi par exemple pour les données de Mai 2006 pour lesquelles des manquements ont été notés en ce qui concerne la consommation des huiles et graisses, les résultats en termes de score de consommation alimentaire ne sont pas présentés dans cette partie.*

2008 tandis qu'elle est de 20,7% en mai 2005 contre 32,9% en mai 2010. Parallèlement, la proportion de ménages avec une consommation alimentaire limitée est passée de 10,5% en décembre 2007 à 20,3% en décembre 2008 et de 19,3% en mai 2005 à 23,1% en mai 2010. Au regard de cette analyse, plusieurs observations peuvent être formulées. En premier lieu on note une dégradation importante de la consommation alimentaire des ménages entre décembre 2007 et décembre 2008 en dépit d'une production agricole relativement meilleure en 2008 qu'en 2007 (314 kg par habitant en 2008 contre 280 kg par habitant en 2007). Plusieurs arguments militent en faveur d'une telle configuration des résultats. Il y a tout d'abord la dégradation générale des conditions de vie liée à la faible productivité agricole, à la stagnation économique et à la forte croissance démographique qui ont négativement affecté les indicateurs macro économiques au cours de ces dernières années. Ensuite, l'année 2008 a été surtout marquée par une crise alimentaire induite par la hausse générale des prix des denrées de premières nécessités sur le plan mondial avec des répercussions négatives sur le plan national malgré les efforts d'atténuation entrepris par le gouvernement et ses partenaires.

En second lieu la tendance de l'évolution de la consommation alimentaire entre 2005 et 2010 qui correspondent toutes à une année de crise alimentaire montre que la situation est davantage plus précaire en 2010 qu'en 2005. La proportion de ménages avec une consommation alimentaire pauvre étant passée de 20,7% en mai 2005 à 32,9% en mai 2010 tandis que la proportion de ménages avec une consommation alimentaire limitée est passée de 19,3% à 23,1% sur la même période. Bien que d'ampleur généralisée à toutes les couches de la population, la dégradation de la consommation alimentaire des ménages touche plus les ménages les pauvres. Plus de la moitié des ménages les plus pauvres (52%) n'ont pas une consommation alimentaire adéquate contre 17% seulement pour les ménages les plus aisés.

**Graphique 4 : Evolution de la consommation alimentaire des ménages ruraux au Niger**



### 5.3 Sur l'endettement des ménages

*L'affaiblissement du pouvoir d'achat lié à la perte de revenus agricoles et de l'élevage suite aux chocs récurrents a poussé beaucoup de ménages dans un cercle vicieux d'endettement.*

Bien que les données collectées portent sur une période relativement courte (fin des récoltes 2009 à avril 2010) et ne concernent pas la majeure partie de la période de soudure pendant laquelle les ménages s'endettent beaucoup, l'exploitation des données de l'enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages d'avril 2010 montre que 38,6% des ménages se sont déjà endettés. Le montant de ces dettes varie d'environ un sac et demi de céréales (127,8 kg dont 90 kg de mil et 15 kg de sorgho) plus environ 38.000 F CFA par ménage. En équivalent mil, les dettes contractées par les ménages représentent déjà en début de la période de soudure environ 3 sacs et demi de mil de 100 kg. On note aussi des différences significatives suivant les régions et suivant les zones agro écologiques. Le taux d'endettement est plus élevé dans les zones pastorales (51,5% des ménages) et dans les zones agro pastorales (41,3%) que dans la zone agricole (36,1%). Ce taux se situe à 45,3% des ménages dans la région de Diffa, à 43,4% dans la région de Tahoua et à 41,0% dans la région de Tillabéri. Ils sont en dessous de la moyenne nationale dans les régions de Zinder (38,3%) de Maradi (34,8%) et de Dosso (32,1%).

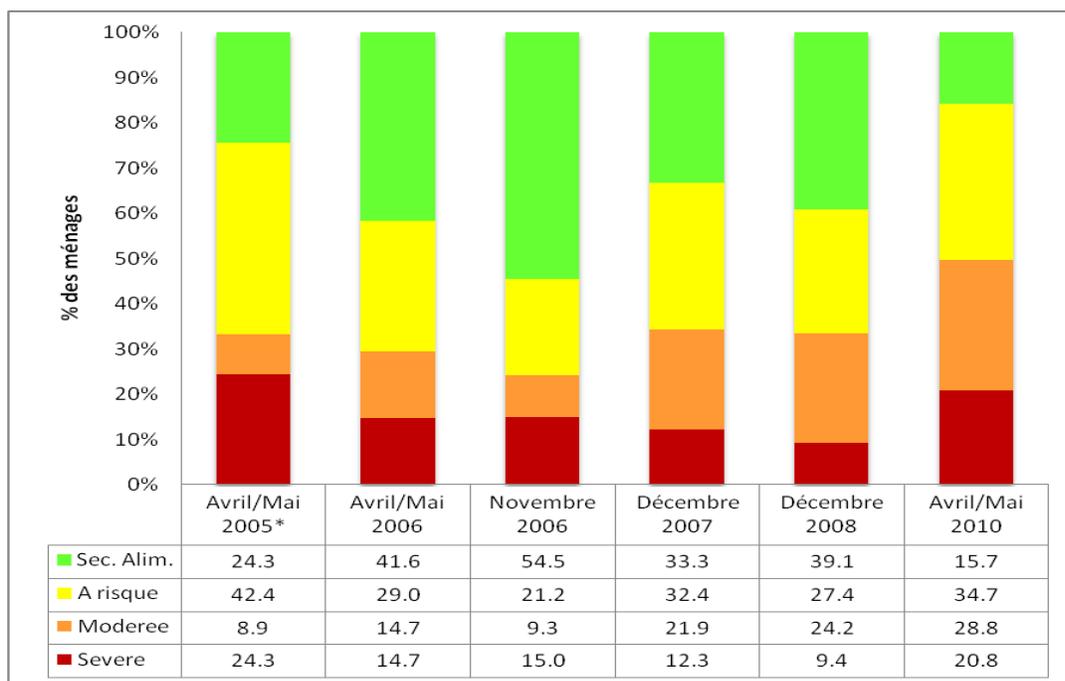
S'agissant du montant des dettes, on note également qu'il est plus élevé aussi bien en nature qu'en espèce dans les zones pastorales du pays.

*Bien que le taux d'endettement des ménages les plus pauvres et les plus affectés par l'insécurité alimentaire soit plus élevé en termes de proportion (53% des ménages en insécurité alimentaire sévère sont endettés contre 37% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée et 23% seulement pour les ménages en sécurité alimentaire), le volume moyen de l'endettement est nettement plus élevé chez les ménages les plus aisés traduisant ainsi un pouvoir d'achat et un degré de solvabilité plus élevé chez ces derniers. Le montant moyen des dettes des ménages en sécurité alimentaire est de 142 kg de céréales et de 54.500 F CFA contre 129 kg de céréales et 33.800 F CFA pour les ménages en insécurité alimentaire sévère.*

#### 5.4 Sur la situation alimentaire des ménages

La présente section analyse l'évolution du nombre de population affectée par l'insécurité alimentaire au Niger au cours des cinq dernières années. Depuis Mai 2006, des évaluations sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire ont été conduites au Niger sur la base de méthodologies de collecte et d'analyse similaires et permettent ainsi de donner une tendance sur l'évolution du nombre et de la proportion de personnes affectées par l'insécurité alimentaire dans le temps.

**Graphique 5 : Evolution de l'insécurité alimentaire au Niger : % de ménages**

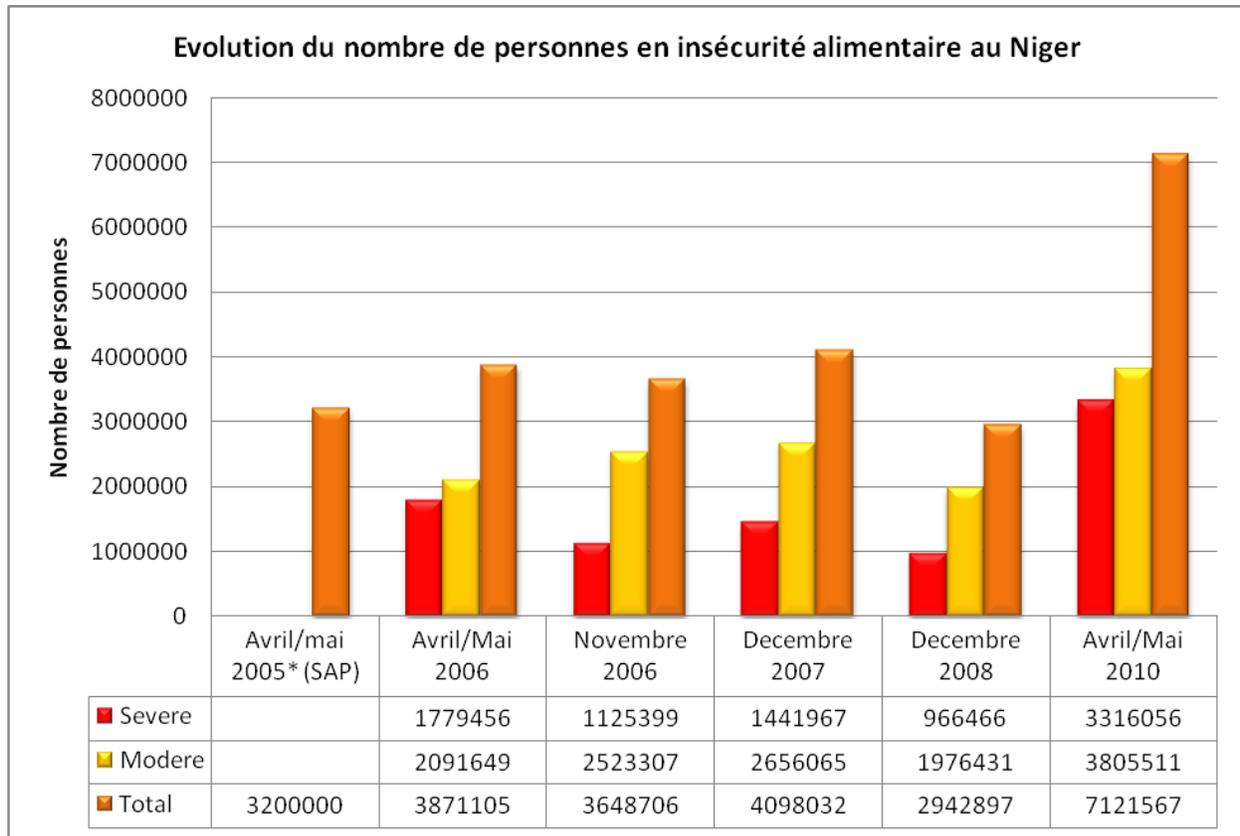


Les évaluations disponibles pour 2005 ne permettent pas de faire une estimation sur la même base. En 2005, le nombre de personnes assistées par l'aide alimentaire a été estimé à 3.200.000 personnes sans qu'il ne soit possible d'opérer une distinction claire entre les personnes sévèrement affectées par l'insécurité alimentaire et celles qui le sont de façon modérée. En d'autres termes, les estimations du Système d'Alertes précoces n'étaient pas basées sur une enquête statistique mais plutôt sur des informations qualitatives collectées au niveau local puis centralisées et traitées à Niamey. La mise en place des enquêtes statistiques à partir de mai 2006 a permis de combler en partie ces insuffisances.

Globalement sur la période pour laquelle ces informations sont disponibles le nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire varie de 3 millions de personnes (soit environ 20% de la population) à 7 millions de personnes (soit environ 48%) de la population. Cette variation montre qu'une majorité des ménages basculent de manière transitoire en insécurité alimentaire tandis qu'une autre partie est dans une forme d'insécurité alimentaire permanente.

L'insécurité alimentaire de type transitoire est liée à des chocs conjoncturels tels que le déficit de production et de pâturage qui affectent la disponibilité alimentaire et réduit le pouvoir d'achat des ménages. La précarité de la situation de cette année a fait basculer un nombre important de la population en insécurité alimentaire sévère ou modérée puisque le nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire sévère a augmenté de 86% en mai 2010 (environ 3.3 millions de personnes) par rapport à mai 2006 (environ 1.8 millions de personnes). Globalement le nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire sévère et modérée a augmenté de 84% passant de 3.8 millions en mai 2006 à 7.1 millions en mai 2010.

**Graphique 6 : Evolution du nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire au Niger**



\* Estimation du SAP basée sur les données du suivi permanent.

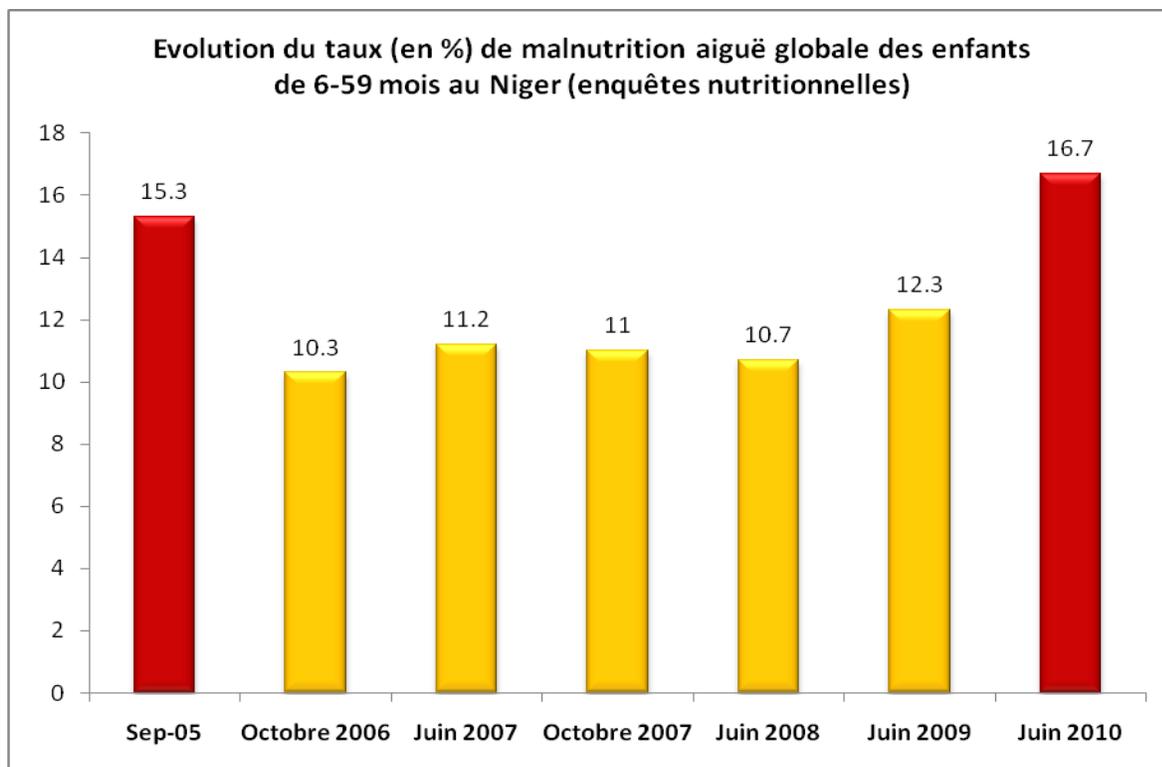
### **5.5 Sur la situation nutritionnelle**

La situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans reste préoccupante au Niger. L'évolution du taux de malnutrition aiguë global depuis 2005 montre que les périodes de pic de malnutrition correspondent à des années de crise alimentaire mais la situation reste à un niveau critique même dans les années normales. Le taux de malnutrition aiguë global se situe au-dessus des seuils d'urgence de 15% en 2005 et en 2010 et se maintient à des niveaux variant entre 10% et 12% entre les deux périodes. De même le taux de malnutrition chronique varie entre 40% et 50% indiquant des niveaux de malnutrition anormalement élevés dans le pays depuis des années. La tranche d'âge de 6 à 23 mois est la plus affectée par la malnutrition. La situation de la malnutrition aiguë est très volatile dans le pays et toutes les régions sont affectées. Au cours de ces quatre dernières années, la région de Diffa a enregistré des taux de malnutrition aiguë globale

au dessus du seuil d'urgence de 15% et celle de Zinder trois années sur les quatre. En 2010, on a noté une dégradation quasi générale de la situation nutritionnelle des enfants avec des taux de malnutrition aiguë globale se situant à 22,1% dans la région de Diffa, 19,7% dans la région de Maradi, 17,8% dans la région de Zinder et 15,8% dans la région de Tahoua. Des taux de malnutrition aiguë de plus de 15% étaient également enregistrés dans les mêmes régions pendant la crise alimentaire de 2005.

La malnutrition touche également les femmes et les nouveaux nés. Selon l'enquête démographique et de santé de 2006, 19% des femmes en âge de procréer ont un indice de masse corporelle inférieur à 18,5 et sont de ce fait malnutries. En outre, 20,5% des enfants naissent avec un poids inférieur à 2,5 kg avec des variations allant de 7,5% à Tillabéri à 43% à Tahoua. D'après la même enquête, la prévalence de l'anémie chez les enfants de 6 à 56 mois est de 84%, de 61% chez les femmes enceintes et de 42% chez les femmes allaitantes.

**Graphique 7 : Evolution du taux de malnutrition aiguë global**



## **6 PROFIL DES MENAGES LES PLUS AFFECTES PAR L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NIGER**

Les analyses disponibles au Niger montrent que le risque d'insécurité alimentaire est à la fois fonction des caractéristiques socio démographiques et des activités économiques des ménages. Les ménages dirigés par les femmes, ou sans niveau d'instruction ou dont le ratio de dépendance est très élevé sont plus touchés par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. De même le risque d'insécurité alimentaire est également plus élevé parmi les ménages agro pastoraux et pastoraux pauvres. L'insécurité alimentaire touche également plus les ménages dépendants de sources de revenu précaires telles que la vente de bois et de paille, le travail journalier, le petit commerce, les transferts ou l'artisanat.

## **7 LES FACTEURS DE RISQUE D'INSECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU NIGER**

Bien que les causes de l'insécurité alimentaire soient multiples et multiformes, les analyses disponibles distinguent deux formes de facteurs de risque d'insécurité alimentaire au Niger : i) les facteurs structurels et ii) les facteurs conjoncturels.

### ***7.1 Les facteurs structurels***

Parmi les facteurs les souvent cités, figurent la forte dépendance de la majorité de la population d'activités agro pastorales elles mêmes affectées par des aléas climatiques de tout genre. Les techniques de production n'ont pas suivi d'évolution majeure et la forte croissance démographique entraîne l'expansion des cultures sur des terres marginales non adaptées à la culture pluviale. L'accès à la terre devient également problématique et les tailles des superficies cultivées ont suivi des morcellements continus. Le faible niveau d'éducation est également souvent cité comme un facteur qui affecte le développement agricole. Le faible niveau de revenu lié à la pauvreté constitue également un facteur de risque d'insécurité alimentaire et nutritionnel majeur. A ces problèmes s'ajoutent le manque d'infrastructures routières et de santé, le faible accès à l'eau potable, le pouvoir de décision à l'intérieur des ménages presque exclusivement détenu par les hommes, les habitudes alimentaires qui ont un impact direct ou indirect sur la situation nutritionnelle des enfants. En outre les naissances rapprochées ainsi que la faible implication des hommes dans le planning familial, le faible taux d'allaitement exclusif avec des aliments de sevrage non adaptés à l'âge des enfants, les charges de travail très élevées pour les femmes ainsi que les pesanteurs socio culturelles constituent également des causes citées pour expliquer la malnutrition des enfants au Niger.

## **7.2 Les facteurs conjoncturels**

La variabilité climatique entraîne des chocs de production récurrents qui précipitent plusieurs ménages agro pastoraux dans une insécurité alimentaire transitoire pendant les années de faible production agricole et ou pastorale. En outre le maintien des prix des denrées alimentaires de base à des niveaux relativement élevés depuis 2008 dans un contexte de dégradation continue du pouvoir d'achat des ménages a des répercussions négatives sur l'accès des ménages à la nourriture. L'insécurité civile et la dégradation des conditions sécuritaires dans plusieurs endroits du pays affectent également les activités productives locales et les revenus tirés des activités touristiques en particulier dans les régions nord du pays.

## **8 CONCLUSION ET RECOMMANDATION**

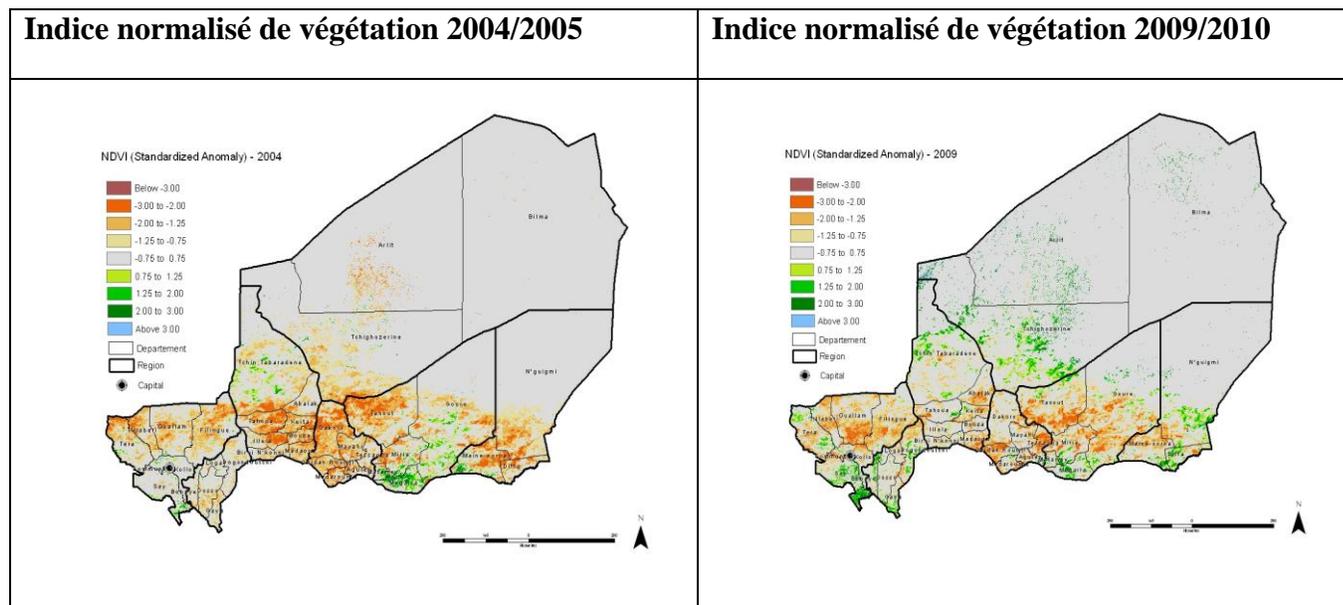
Les chocs des 10 dernières années ont particulièrement touché les zones pastorales et agro-pastorales, et davantage plus les ménages socio-économiquement les plus vulnérables. Ils ont conduit à une érosion progressive des actifs des ménages et à une incapacité à recouvrer leurs moyens de subsistance. Ce qui a eu pour conséquence une diminution de la capacité de production des ménages, un exode prolongé, un affaiblissement de réseaux sociaux et une dépendance plus élevée de l'aide extérieure. Le faible niveau de production combiné au faible niveau de revenu contraint les ménages ruraux à vendre leurs stocks à la récolte pour faire face à d'autres besoins vitaux et dépendre des marchés pour leur alimentation au moment où les prix sont les plus élevés. Le fonctionnement des marchés céréaliers au Niger est soumis à des facteurs tant internes qu'externes contribuant à augmenter les incertitudes et la volatilité des prix. Le Niger dépend particulièrement des importations de céréales des pays voisins surtout dans les années de faibles production agricole et fait face parfois à des barrières protectionnistes qui accroissent le niveau de prix et augmentent la vulnérabilité des ménages comme pendant la crise alimentaire de 2005. Les causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sont multiples et sont d'ordre structurel et conjoncturel. Elles sont liées à la structure de l'économie dominée par les activités agro pastorales elles mêmes soumises aux aléas de tout genre, à la forte croissance démographique, aux manques d'infrastructures sanitaires et d'eau, au faible niveau d'éducation, aux facteurs culturels, à la volatilité de la production agricole et des prix...

La crise alimentaire de 2010 a été particulièrement sévère mais sa gestion et l'activation à temps des modalités des réponses ont permis de limiter son impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Néanmoins, en dépit des perspectives d'une bonne campagne agro pastorale, plusieurs ménages continueront à faire face à des difficultés alimentaires en raison de la décapitalisation, à la perte d'actifs, de l'endettement et de l'affaiblissement général de leurs

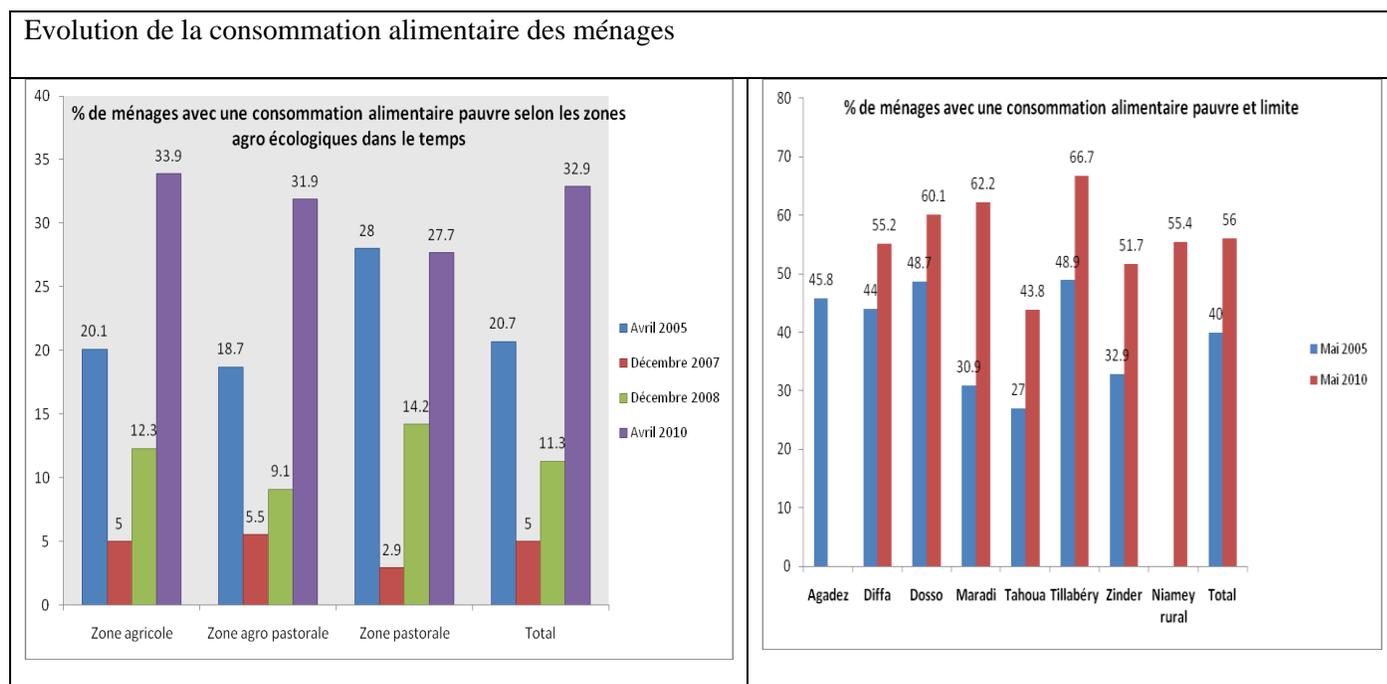
moyens de subsistance. De plus, des poches de déficit de production agricole persisteront dans des zones structurellement vulnérables et dans certaines zones de la bande agricole en raison de déficit pluviométrique résiduel, des inondations, des ennemis de cultures. ***En conséquence, les moyens de subsistance des populations pastorales et agro pastorales ayant perdu leur bétail et leurs actifs ne sauraient être entièrement restaurés dans le court terme.***

Au regard de cette analyse, il ressort que la situation alimentaire et nutritionnelle au Niger reste précaire et nécessite à la fois des actions de court terme avec une vision de long terme. La plupart des mécanismes de transferts existants servent à assurer l'accès immédiat des ménages à la nourriture mais leur courte durée dans le temps ne permet pas d'assurer le redressement des ménages les plus affectés par les chocs récurrents.

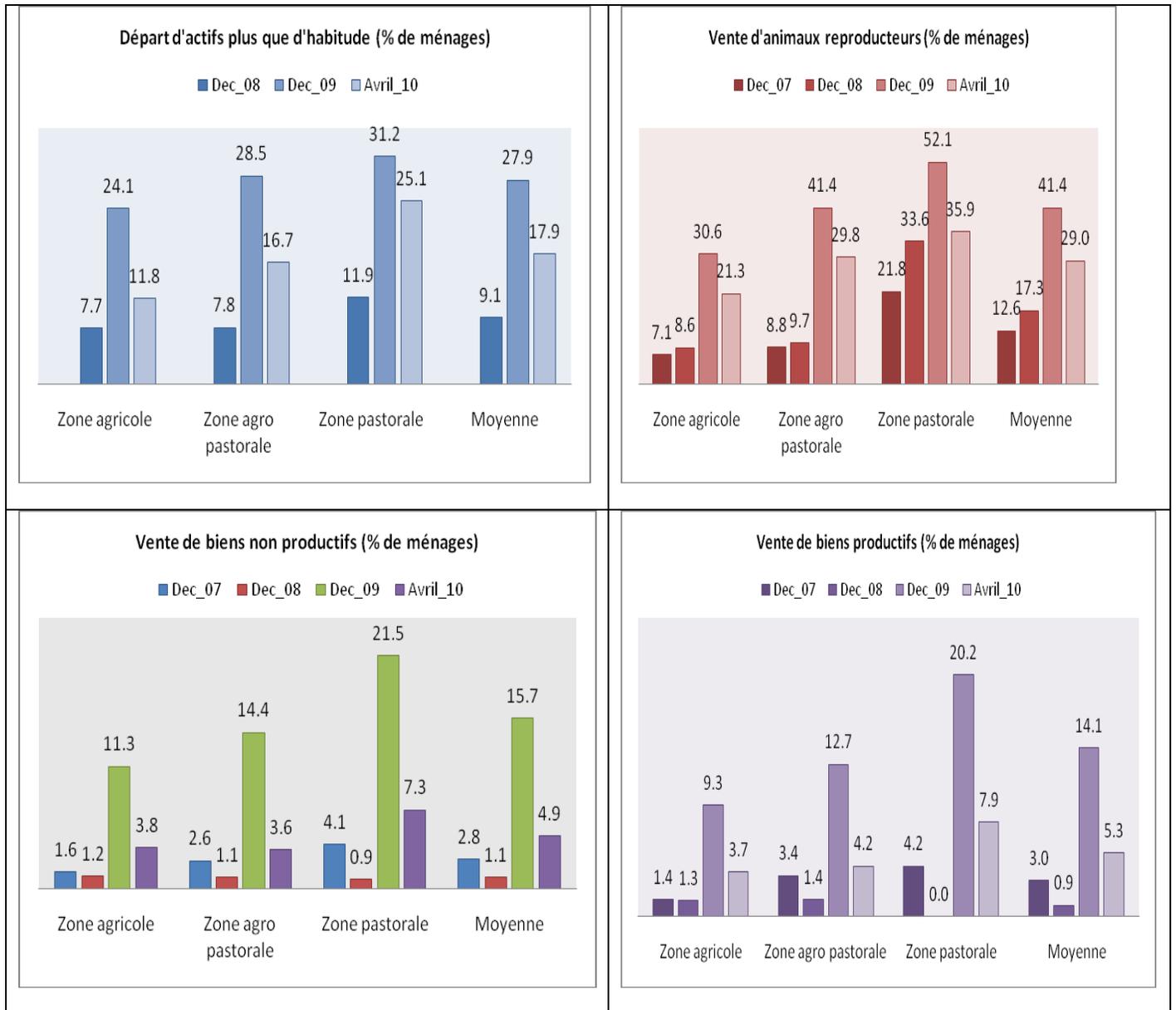
## 9 ANNEXE

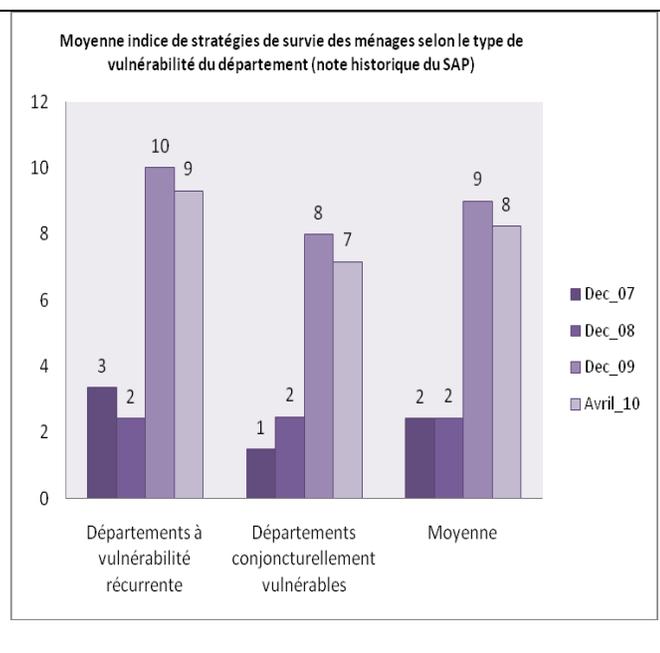
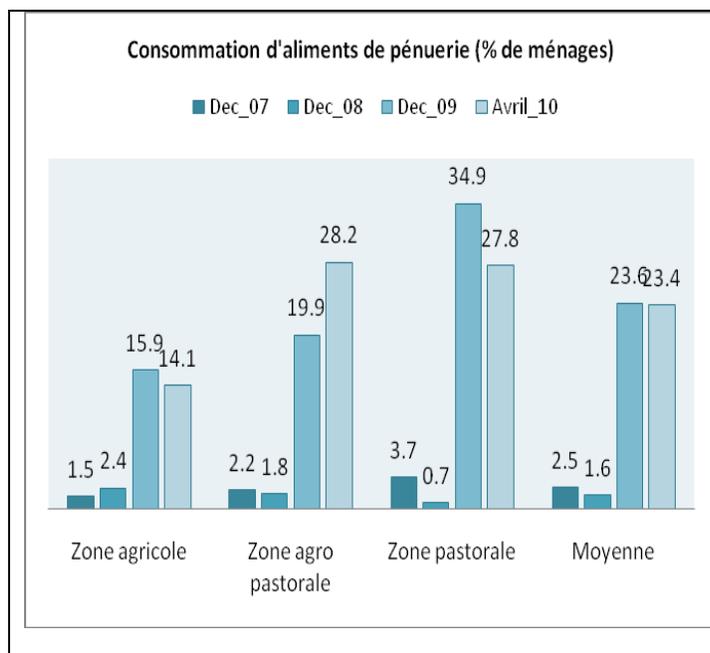


Le déficit pluviométrique en 2004 a entraîné une baisse de la production céréalière de l'ordre de 25% en 2005 et celui de 2009 une baisse de la production céréalière de l'ordre de 30% en 2010. Sur le plan pastoral ces déficits pluviométriques ont entraîné un déficit fourrager de l'ordre de 67% en 2009 contre 36% en 2004.

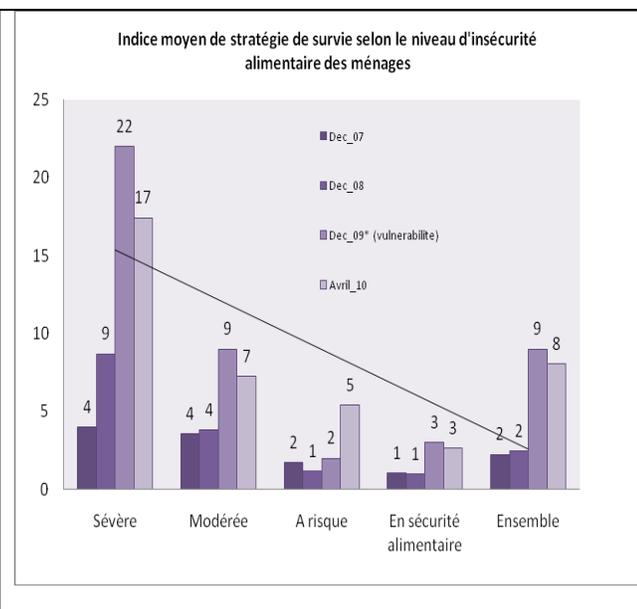
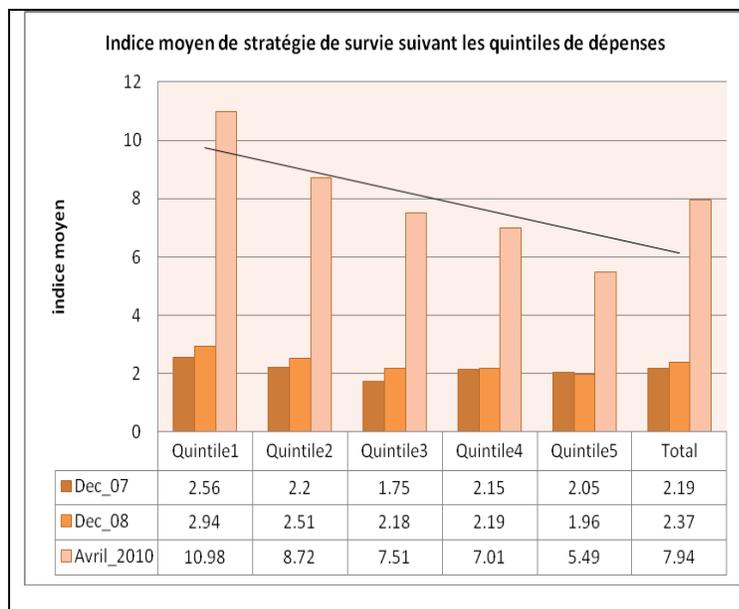


La consommation alimentaire des ménages s'est dégradée dans presque toutes les régions avec une dégradation plus marquée à Maradi, Zinder, Tillabéri, Tahoua



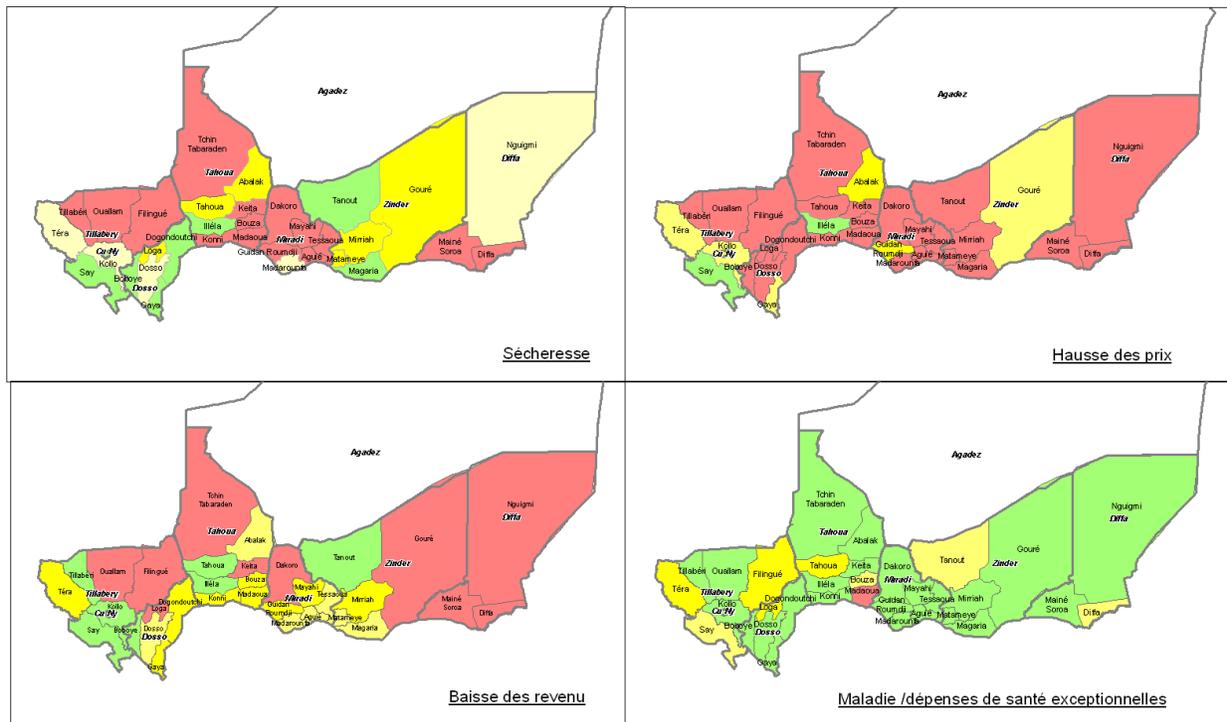


Le départ inhabituel d'actifs et la décapitalisation de bétail ont davantage concerné plus de ménages en 2009/2010. Les zones pastorales et agro pastorales sont les plus affectées par le départ inhabituel d'actifs et la décapitalisation de bétail depuis 2008.



Les ménages les plus touchés par la pauvreté et l'insécurité alimentaire ont développé des stratégies de survie négatives au fil des années qui ont fini par éroder leur capacité à faire face aux futurs chocs. Les ménages les plus pauvres ont développé plus de stratégie de résilience.

## Principaux chocs ayant affecté les ménages ruraux nigériens en 2010.



### NIGER : Cartographie des Chocs exogènes

L'indication des frontières et des noms ainsi que les désignations utilisées sur la carte n'impliquent ni leur approbation ni leur acceptation de la part des Nations Unies



OD\_Dakar Sept. 2010



0 100 200 400 Km

#### Population affectée par département

- 26,50% - 30,00%
- 30,01% - 40,00%
- 40,01% - 50,00%
- 50,01% - 92,40%
- Limites de régions



Les principaux chocs ayant affecté les ménages en 2010 sont la hausse des prix et la sécheresse.